



AGRICULTURE ET SYLVICULTURE: SOUTENANT LEUR FUTUR EN EUROPE

Préface

Le but de ce rapport est de présenter la vision d'ECOVAST d'un futur durable pour l'agriculture et la sylviculture dans la totalité de l'Europe; d'exposer sa signification en termes de politiques et d'actions ainsi que d'illustrer le propos au moyen d'exemples.

Ce rapport trouve place dans le cadre de la [stratégie pour l'Europe rurale](#), document publié par ECOVAST en 1991 et mis à jour en 1994. Dans l'ensemble de l'Europe l'agriculture et la sylviculture ne peuvent être dissociées du contexte du développement rural intégré. Les politiques dans ce domaine doivent refléter les principes de durabilité qui ont fait l'objet d'un accord au sommet de la Terre à Rio en 1992. Ainsi, le rapport place l'agriculture et la sylviculture dans une plus large perspective.

Sa structure est la suivante :

- Rétroactes. Un bref examen de l'état actuel de l'agriculture et de la sylviculture en Europe et des principaux changements récents qui les affectent (les lecteurs familiers du sujet peuvent sauter cette section)
- Principes pour une nouvelle approche
- Description de politiques pratiques, répartie en six sous sections
- Un rapport sur qui devrait prendre la responsabilité.

ECOVAST demande à tous ceux qui sont concernés par le bien-être des zones rurales en Europe de lire ce rapport. Nous avons la volonté de promouvoir nous-mêmes ces idées à travers notre vaste réseau. Nous accueillerons favorablement les réactions.

Ulf Brangenfeldt, Président, octobre 1997

AGRICULTURE ET SYLVICULTURE: SOUTENANT LEUR FUTUR EN EUROPE

Table des matières

	paragraphes
Résumé	
Rétroactes	
De l'état actuel de l'agriculture et de la sylviculture en Europe	1-2
Changements depuis la guerre	3-9
Les effets des derniers changements	10-14
Événements récents et nécessité d'une nouvelle approche	15-23
Principes étayant une nouvelle approche	24-32
Politiques pratiques d'avenir	
Le développement rural intégré comme contexte essentiel	34-40
Agriculture durable	41-50
Agriculture partout	51-54
La qualité de la nourriture	55-64
Une sylviculture durable et multi fonctionnelle	65-76
Valeur ajoutée aux produits fermiers et forestiers	77-84
Qui devrait prendre la responsabilité de l'action ?	85-93

RESUME

Préface

Le but de ce rapport est d'énoncer la vision d'ECOVAST d'un futur durable pour l'agriculture et la sylviculture dans la totalité de l'Europe; de présenter sa signification en termes de politiques et d'actions ainsi que d'illustrer le propos au moyen d'exemples.

Le rapport se situe dans le contexte de la [Stratégie pour l'Europe rurale](#) d'ECOVAST. L'agriculture et la sylviculture ne peuvent pas être traitées en dehors de la question du devenir des zones rurales et des communautés rurales en Europe. Les politiques doivent également s'inspirer des principes de durabilité.

Rétroactes

L'agriculture et la sylviculture couvrent 75% de la surface de l'Europe, produisent la plupart des aliments de l'Europe et de son bois de construction et utilisent 8% de sa main-d'oeuvre. La configuration varie considérablement d'une zone à l'autre dans l'ensemble de l'Europe ([Para. 1-2](#)).

L'agriculture et la sylviculture ont vécu des changements énormes depuis la deuxième guerre mondiale. Les décisions gouvernementales prises en vue d'assurer de plus grands approvisionnements en denrées alimentaires et en bois ont eu une influence cruciale sur les changements intervenus. Elles ont conduit à des conséquences considérable sur la structure et la nature de l'agriculture, en particulier sur les terres les plus fertiles et ont incité une utilisation mono fonctionnelle de la sylviculture ([Para. 3-8](#)).

Des investissements massifs en équipements lourds ont eu lieu dans l'agriculture et la sylviculture, les productions alimentaire et de bois ont

connu une croissance massive pendant que le nombre d'entreprises fermières et forestières et des ouvriers occupés dans ces industries subissait une baisse continue. En outre, les changements dans l'agriculture et la sylviculture ont eu un impact défavorable important sur l'environnement dans l'ensemble de l'Europe. La charge financière du soutien apporté au système agricole a causé une énorme pression sur le budget des gouvernements ([Para. 10-14](#)).

Des changements politiques récents créent un contexte radicalement nouveau pour l'agriculture et la sylviculture. L'Europe de l'Ouest est entrée dans l'ère des excédents alimentaires qui ont forcé l'Union européenne à commencer la réforme de sa politique agricole commune. La Communauté elle-même a connu des changements structurels et s'est élargie. L'accord du GATT affecte le marché alimentaire. Un souci croissant se manifeste à propos du bien-être des zones rurales et des communautés et au sujet de plus larges questions environnementales, ainsi que le concept de durabilité l'exprime.. La situation en Europe centrale et de l'Est a été transformée par l'effondrement du rideau en fer et de l'hégémonie soviétique([Para. 15](#)).

Principes

A la lumière de ces changements radicaux, un regard neuf peut être porté sur l'agriculture et la sylviculture en Europe ([Para. 24](#)). Cinq grands principes constitueraient l'ossature de cette approche :

- **Durabilité**: les principes du développement durable qui ont fait l'objet d'un accord au sommet de la Terre à Rio en 1992 devraient être entièrement transposés en agriculture et en sylviculture ([Para. 25-26](#)).
- **Diversité**: les politiques visant l'agriculture et la sylviculture devraient tenir pleinement compte de la grande diversité de circonstances géographiques, structurelles et sociales dans les différentes parties de l'Europe ([Para. 27-28](#)).
- **Économie rurale**: l'agriculture, la sylviculture et le traitement de leurs produits devraient continuer à être vus en tant que sources significatives d'emploi rural([Para. 29](#))
- **Intégration**: les politiques agraire et sylvicole devraient être étroitement jointes à celles qui couvrent d'autres aspects du développement régional et rural et de la protection de l'environnement ([Para. 30](#))
- **Association et investissement**: Les gouvernements à tous les niveaux devraient coopérer et assurer la participation active des fermiers, des forestiers et des communautés rurales, lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques pour l'agriculture et la sylviculture ([Para. 31-32](#)).

Politiques pratiques

L'agriculture et la sylviculture sont intimement associées à d'autres éléments de la structure sociale et économique des zones rurales. Pour cette raison, les politiques agraire et sylvicole devraient être placées dans le cadre plus vaste du développement rural intégré ([Para. 34-40](#)).

La politique agraire devrait s'orienter vers l'agriculture durable. C'est une alternative viable et moderne à l'agriculture conventionnelle. Les fermiers devraient être encouragés à agir en tant que gestionnaires de l'environnement et du patrimoine et à adopter des cultures qui limitent l'emploi de ressources non renouvelables et qui réduisent la pollution au minimum ([Para.41-50](#)).

Le soutien à l'agriculture devrait s'étendre à toute l'Europe rurale - du nord au sud, de l'ouest à l'est, sur les terres fertiles comme sur les terres plus pauvres - afin d'assurer la production alimentaire de l'Europe mais également de soutenir le mode de vie, l'économie rurale et les paysages culturels de telles zones. Nous sommes opposés aux processus qui conduiraient au retrait de l'agriculture des zones marginales, ou concentreraient excessivement la production de nourriture sur les terres les plus riches ou les plus accessibles ([Para. 51-54](#)).

Les politiques agricoles devraient de plus en plus privilégier la qualité des aliments et non leur quantité. Les plus petites fermes, les petites entreprises de transformation des produits alimentaires, de marketing ainsi que la diversification des récoltes, du bétail, des aliments et des produits alimentaires devraient faire l'objet d'un soutien plus intense ([Para. 55-64](#)).

Un changement radical est nécessaire dans la politique forestière. La sylviculture devrait être vue comme une activité durable et multi fonctionnelle servant à la production de bois de construction, de stimulus à l'activité économique locale, au contrôle de l'érosion du sol et des avalanches, à l'amélioration du climat, à la protection de l'habitat pour la faune et de ressource pour la détente et le tourisme. Le potentiel en vue de mettre en place des fermes forestières devrait être examiné (des [Para. 65-76](#)).

L'addition de valeur aux produits agricoles et forestiers devrait s'effectuer au sein des zones rurales. Fermiers, forestiers et autres résidents devraient être encouragés et aidés afin de retirer un revenu supplémentaire de l'ajout local de valeur aux produits et (là où c'est possible) de la vente au détail dans la région aux résidents, aux citadins ou aux touristes ([Para. 77-84](#)).

Qui devrait prendre la responsabilité de l'action?

La nouvelle approche constitue un défi important pour tous les intéressés - notamment les fermiers, les forestiers, les communautés rurales, les autorités locales, les organismes privés et bénévoles, les gouvernements régionaux et nationaux ainsi que pour l'Union européenne([Para. 85](#)).

Les fermiers et les forestiers devraient agir avec assurance lorsqu'ils cherchent à influencer sur les politiques agraire, forestière et de développement rural, créatifs dans l'utilisation de leurs ressources et ouverts à la coopération avec d'autres dans le développement d'approches durables de l'agriculture et de la sylviculture ([Para. 86](#)).

Les communautés rurales devraient soutenir les efforts des fermiers et des forestiers et devraient renforcer les relations entre l'agriculture, la sylviculture et d'autres secteurs de la vie locale ([Para. 87](#)).

Les autorités locales devraient intégrer clairement les activités agricoles et forestières dans le cadre de leurs politiques et actions dans les secteurs appropriés ([Para. 88](#)).

Les organisations privées et bénévoles devraient être prêtes à mener l'action en vue de promouvoir des activités agricoles et forestières durables ([Para. 89](#)).

Les gouvernements régionaux et nationaux devraient adapter leurs politiques afin de favoriser une approche durable de l'agriculture et de la sylviculture et de les introduire fermement dans le contexte des politiques pour le développement rural intégré ([Para. 90](#)).

L'Union européenne devrait aménager sa politique agricole commune, pour la transformer en une politique rurale européenne qui mettrait l'accent sur le caractère durable, sur les diversités régionales, le développement rural, la diversification des revenus agraires et la protection de l'environnement. Son aide aux pays d'Europe centrale et de l'Est devrait refléter des principes similaires ([Para. 91-92](#)).

ECOVAST se propose d'aider à l'évolution d'une approche véritablement durable de l'agriculture et de la sylviculture en Europe (Para. 93).

RETROACTES

L'état actuel de l'agriculture et de la sylviculture en Europe

1. **Importance en Europe.** L'agriculture et la sylviculture sont les deux principaux utilisateurs du sol en Europe. Il en est ainsi depuis des milliers d'années, pendant lesquelles des changements considérables sont intervenus. Elles couvrent maintenant 75% du territoire européen (agriculture 45%, sylviculture 30%). Elles produisent un pourcentage très élevé de la nourriture et une grande partie du bois de construction, consommés par la population européenne. Leur produit brut représente environ 6% du total des produits nationaux bruts en Europe. Elles utilisent près de 8% de la main d'oeuvre européenne.
2. **Variation.** Ces grands nombres recouvrent une très grande variation dans la configuration de l'agriculture et de la sylviculture dans l'ensemble de l'Europe. Le tableau présenté ci dessous donne une certaine indication de la variation entre les pays. A l'intérieur de chaque pays existe également souvent une grande diversité entre les régions et les localités.

Modifications depuis la guerre

3. L'agriculture et la sylviculture en Europe ont subi les changements très importants depuis la seconde guerre mondiale. Le facteur le plus crucial a été le souci des gouvernements, dans l'ensemble de l'Europe, d'assurer des approvisionnements alimentaires accrus et fiables. **Mesures gouvernementales.** En Europe de l'Ouest, ce souci s'est retrouvé à travers un éventail de mesures gouvernementales : soutien des prix et subventions, régulation des marchés, recherche, extension des services, aides financières aux investissements en capital, en équipement etc..., afin d'encourager l'intensification de la production alimentaire. Au sein de la Communauté européenne, les efforts des gouvernements nationaux ont été renforcés par la politique agricole commune, dont les objectifs étaient l'augmentation de la productivité, des revenus agricoles, la stabilisation des marchés, en vue d'assurer les approvisionnements alimentaires et de maintenir des prix à la consommation raisonnables. **Incidences sur la structure des exploitations agricoles.** Cette orientation vers l'intensification a eu des effets majeurs sur la structure et la nature de l'agriculture, en particulier sur les terres les plus riches. Beaucoup de régions ont connu une réforme radicale de la configuration de la propriété terrienne; une augmentation de la taille moyenne des fermes; une amélioration étendue de la qualité des sols, comprenant drainage, labours, irrigation etc.; de grands investissements en immeubles et d'autres infrastructures; la mécanisation du processus agricole; l'utilisation intensive des engrais, des pesticides et autres et l'amélioration de l'élevage et des cultures industriels. Le résultat a été une augmentation massive des sorties de nourriture. La production alimentaire dans la CEE a augmenté en moyenne de 2% par an entre 1973 et 1988, pendant cette période la consommation s'est accrue seulement de 0,5% par an.
4. L'effort en vue d'accroître la production alimentaire s'est principalement focalisé sur les terres les plus riches. Sur les terres plus pauvres et plus marginales, les configurations du changement ont été très variables. Certaines de ces terres ont connu des modifications similaires de moindre intensité cependant que sur les terres fertiles. Ailleurs, des terres agricoles ont été négligées ou abandonnées, par incapacité de concurrencer une meilleure terre ou parce que les fermiers ont décidé de rechercher un meilleur travail ailleurs. Ce processus a touché de nombreuse parties de la France et des pays méditerranéens.

Agriculture et sylviculture: leur importance dans les pays européens choisis

	% du sol en :		% du produit intérieur brut en agriculture et en sylviculture	% de main d'oeuvre nationale en agriculture, sylviculture et pêche
	Agriculture (a)	Sylviculture (b)		
UE (base: 1994)			(c)	(d)
La Belgique	45	20	2,1	3
Le Danemark	64	10	3,7	8
La France	55	26	3,3	5
L'Allemagne	47	30	1,5	3
La Grèce	44	46	13,9	22
L'Irlande	63	6	9,5	14
L'Italie	57	28	3,6	9
Le Luxembourg	49	34	2,2	3
Les Hollandes	48	8	4,0	5
Le Portugal	49	34	5,3	18
L'Espagne	52	31	4,6	11
Le Royaume-Uni	73	10	1,4	2
UE Total	55	31	2,9	6
AELE (base :1994)				
L'Autriche	43	38	2,5	7
La Finlande	87	6	1,8	9
L'Islande	23	1	n.a	11
La Norvège	32	7	1,5	6
La Suède	86	8	0,6	3
La Suisse	50	26	2,7	6
L'Europe Centrale				
La Bulgarie	56	35	5	11
* La Tchécoslovaquie	54	37	8	9
La Hongrie	69	18	15	10
La Pologne	62	29	8	19
La Roumanie	64	28	18	19

* Ces chiffres sont antérieurs à la partition de l'ancienne Tchécoslovaquie.

Sources:

- Eurostat (la plupart des données disponibles récentes: habituellement 1992), pour l'UE, colonnes (a), (b), (d). Eurostat et la Commission européenne, Direction générale pour l'agriculture (données pour 1990), pour l'UE, colonne (c) Euromonitor: 'Données de vente et statistiques européennes 1993' (données pour 1992), pour l'AELE et l'Europe centrale, colonnes (a), (b).
 - OCDE: 'Statistiques agricoles: comptes économiques pour l'agriculture 1975-1992' (données pour 1992), pour l'AELE, colonnes (c), (d).
7. En Europe centrale et de l'Est, l'orientation vers l'augmentation de la production alimentaire se manifeste par la création de fermes d'Etat ou collectives, sur une grande portion du territoire national. Par exemple, de telles fermes ont occupé 82% des terres cultivées en Hongrie, et 90% en Roumanie, en 1988. La Pologne est un exemple unique de possession du sol par des intérêts privés pour plus de 70% des terres. Les fermes d'Etat et collectives étaient des complexes en général très vastes, avec des zones arables énormes et de grands bâtiments centralisés, utilisant des centaines de personnes. L'intensification a été progressive à une échelle toutefois inférieure à celle développée en Europe de l'Ouest. La production à l'hectare était en effet souvent plus élevée sur les terres demeurées dans des mains privées.
- Sylviculture.** Quant à la sylviculture, le souci de la plupart des gouvernements européens a été la production sur leur territoire de bois de construction, pour éviter les coûts d'importations. Ils ont cherché à maintenir ou à développer les zones boisées en ayant à l'esprit un but unique : la production de bois de construction. Ceci a conduit à l'utilisation d'espèces hautement productives telles que conifères, peupliers et eucalyptus, souvent à la place d'espèces indigènes. Dans chaque pays toutefois, de grandes variations existent quant au type de sylviculture et au niveau de traitement atteint.
8. **D'autres facteurs.** Différents facteurs ont contribué à modifier, après la guerre, le visage de l'agriculture et de la sylviculture Parmi eux :
- La croissance des villes, et l'extension des routes principales et d'autres constructions, qui, dans de nombreuses régions, ont envahi les terres précédemment utilisées pour l'agriculture et la sylviculture; La croissance du tourisme et de la détente, qui dans beaucoup de régions sont devenus les utilisateurs principaux des campagnes, et par conséquent une source d'usage secondaire des champs et forêts, ou d'activité et de revenu supplémentaires pour des fermiers et d'autres ruraux; La pollution croissante du sol, de l'air et de l'eau par un large éventail d'agents dont l'industrie, les centrales électriques, les transports routiers et l'agriculture elle-même. Cette pollution a eu un effet préjudiciable sur la santé humaine, les systèmes naturels et les structures dans la campagne, notamment sur la santé de beaucoup de forêts; La dépopulation de nombre de régions éloignées et périphériques, causées non seulement par les difficultés dans l'agriculture mais également par la disparition des services et de la vitalité économique des zones rurales. Cette dépopulation a affaibli les marchés et les structures porteuses pour l'agriculture et la sylviculture dans ces régions et,
 - Une focalisation de l'activité économique et des investissements publics dans les cités des pays d'Europe centrale et de l'Est et dans d'autres secteurs que l'agriculture et la sylviculture pour certains pays occidentaux. Pour cette raison, ces pays n'ont pas développé une économie rurale diversifiée que l'on trouve dans d'autres parties de l'Europe de l'Ouest. L'absence d'une base économique étendue a entraîné le maintien à un bas niveau des revenus agricole et forestier, par manque de concurrence pour l'emploi, malgré le fait que le soutien du revenu est un objectif de la politique agricole dans la plupart des économies européennes et en dépit des niveaux élevés des subventions à l'agriculture.

L'effet de ces changements

10. **Structures des exploitations agricoles.** Dans la fin des années 80, on a vécu une situation de lourds investissements dans l'agriculture et la sylviculture surtout sur les meilleures terres et un accroissement massif de la production alimentaire et de bois de construction, une dégradation du nombre d'entreprises agraires et forestières et, par conséquent, de la main d'œuvre occupée dans ces secteurs. A titre d'exemple, dans la CEE, entre 1980 et 1990 le nombre d'entreprises agraires a chuté de plus d'un million. Il y a eu également une réduction considérable de la diversité des récoltes, des races de bétail et des habitats et des dispositifs paysagers sur les terrains agricoles.
- Impact sur l'environnement.** Dans beaucoup de régions, les changements dans l'agriculture et la sylviculture ont eu un impact défavorable important sur l'environnement, avec, par exemple, comme conséquence l'érosion ou la salinisation répandue du sol dans les pays méditerranéens; une grave pollution des eaux souterraines due au lisier ou par du nitrate au Danemark, aux Pays-Bas et dans d'autres pays; ainsi que des dommages causés aux éléments paysagers et aux habitats de la faune dans beaucoup de pays. L'intérêt du public a également monté au sujet de la santé des animaux, en particulier dans le contexte de la production d'animaux domestiques ou de volaille et au sujet de la pérennité des systèmes intensifs de production agricole qui dépendent des entrées lourdes en engrais inorganiques et de l'énergie provenant de combustible fossile à l'autre extrémité du spectre, le fait de négliger ou de laisser à l'abandon les terres les plus pauvres ou marginales a été perçu comme un facteur contribuant à la dépopulation des zones rurales, à l'affaiblissement des communautés rurales et à des atteintes à l'environnement, par exemple, par la négligence de paysages culturels immémoriaux. En Europe centrale et de l'Est, les économies planifiées avaient imposé aux fermes d'Etat, forestières et collectives une stabilisation de la production, des prix et de l'emploi. Cependant, l'agriculture a été négligée par rapport à l'industrie, sous-capitalisée et se trouve à la traîne comparée à beaucoup en Europe de l'Ouest. En outre, une dégradation répandue de l'environnement s'est produite dans l'agriculture comme dans d'autres secteurs, sous forme d'érosion des sols, de dommages au sol et de pollution de l'eau par des produits chimiques et des effluents. L'utilisation hyper intensive des herbicides et des pesticides a laissé des traces dans les produits alimentaires, souvent au-dessus des niveaux tolérables dans l'Ouest.
11. **Impact financier.** Dans l'ensemble de l'Europe, le soutien apporté au système agricole est devenu un poste de plus en plus important du budget des gouvernements. De nombreux produits ont constitué des excédents, causant des frais supplémentaires de stockage ou de subvention à la destruction. Ainsi, le coût de la politique agricole commune est passé de 4,5 milliards d'Ecu en 1975 à 11,3 milliards en 1980 et 31,5 milliards en 1991. Malgré tout existait un état de pauvreté dans l'industrie agricole, en particulier parmi les plus petites fermes et les plus marginales. Les revenus dans l'industrie agricole varient considérablement, mais, dans les Etats membres de l'UE, le salaire moyen est inférieur de 5 à 50 % par rapport au salaire moyen dans l'industrie.

Evénements récents et nécessité d'une nouvelle approche

15. Les cinq dernières années ont vu des changements politiques majeurs qui créent, ensemble, un contexte radicalement nouveau pour l'agriculture et la sylviculture en Europe. **Les excédents alimentaires.** D'abord, les politiques en Europe de l'Ouest ont changé radicalement pour faire face aux excédents de nourriture. Le succès retentissant de l'orientation vers la production accrue de nourriture est devenu évident dans les années 80. La Communauté européenne était devenue plus qu'autosuffisante dans le lait, le boeuf, la viande de mouton, les céréales, le vin et quelques autres produits. Les excédents ont eu un impact important sur le budget de la PAC, par sa politique de prix garantis et par les coûts de stockage et de destruction des surplus. **Changement de la politique.** Il est apparu clairement que les messages que les gouvernements avaient donnés aux fermiers devaient changer rapidement et radicalement. Ceci s'est reflété d'abord par des quotas laitiers, des leviers de coresponsabilité et d'autres mesures pour réduire le niveau du soutien et ensuite par la réforme de la politique agricole commune en 1992. Cette réforme, stimulée par les négociations du GATT en Uruguay, visait à mettre un terme à l'isolement du marché de la Communauté, à sabrer dans les subventions à l'exportation, à adapter les prix du marché de la Communauté aux prix mondiaux et à réduire le niveau des sorties de la Communauté en découplant le soutien de la production. On a réalisé que des réductions de prix brusques, sans compensation, rendraient la position de beaucoup de fermiers intenable et pourraient mettre en danger la sécurité des approvisionnements alimentaires. Un système de primes compensatoires a été donc adopté pendant que les prix étaient coupés

et qu'un programme de mise en jachère était présenté. Certaines mesures d'accompagnement ont été également adoptées, comprenant l'aide à la préretraitte des fermiers, ainsi que les programmes agri environnementaux et forestiers. **L'Union Européenne**. En second lieu, la Communauté européenne a subi des changements structurels radicaux qui affectent le contexte de l'agriculture et de la sylviculture. Ces changements incluent:

- La création du marché unique, qui représente un nouveau climat économique dans lequel les producteurs et les transformateurs des produits fermiers et forestiers doivent opérer. C'est un climat qui tend à favoriser les producteurs plus grands et plus efficaces et les sociétés de transformation multinationales; L'orientation vers l'Union européenne et les dispositions du Traité de Maastricht, comportant un engagement accru envers la protection de l'environnement;
- La focalisation croissante, dans les principales dépenses de l'UE, sur la cohésion ou l'harmonisation des niveaux de revenu dans toute l'Union et, par conséquent, sur les programmes qui concernent des régions relativement désavantagées. A titre d'exemples : les programmes méditerranéens intégrés, les cadres d'appui de la Communauté, le programme LEADER II et l'élargissement de l'Union. Trois des pays de l'AELE ont déjà rejoint l'Union. Ces pays sont plus riches que la moyenne dans l'Union et sont importateurs nets de la plupart des produits alimentaires. Plusieurs pays d'Europe centrale envisagent maintenant d'adhérer à l'Union au tournant du siècle. L'écart entre leur agriculture et celle de l'Union sera au centre d'intenses discussions au cours des années à venir

L'Accord GATT. Troisièmement, l'accord du GATT en 1993 limite le soutien de l'agriculture par les gouvernements dans l'UE, requiert des coupes dans le volume des exportations subventionnées et dans le taux des subventions. Il pose des conditions à la limitation de la protection des importations et pour l'amélioration de l'accès au marché. Selon l'UE, les mesures déjà acceptées dans le cadre de la réforme actuelle de la PAC devraient, en grande partie, rencontrer ces conditions mais leur approfondissement pourrait, suivant les mesures prises, toucher durement de nombreux fermiers. Les règles du GATT peuvent rendre le combat pour bâtir une agriculture viable en Europe centrale plus difficile **Les Communautés Rurales**. Quatrièmement, l'intérêt du public et des politiciens en faveur du bien-être des zones et des communautés rurales s'est accru. En ont été le reflet et le foyer : la campagne pour le monde rural lancée en 87-88 par le Conseil de l'Europe, la publication par la CE en 1988 du Futur du monde rural, le programme LEADER qui s'en est inspiré et d'autres mesures destinées à rencontrer les besoins des zones rurales. **Environnement**. Cinquièmement, la conscience du public des problèmes environnementaux globaux a cru rapidement. A la conférence mondiale sur l'environnement et le développement à Rio en 1992, nombre de gouvernements européens se sont engagés à préparer des programmes nationaux favorisant le développement durable, la biodiversité et la sylviculture durables. De plus en plus, on reconnaît que beaucoup d'atteintes à l'environnement, telles que la pollution de l'air ou des fleuves, dépassent les frontières nationales. Cette préoccupation se retrouve dans l'accent mis par l'UE sur le concept de durabilité dans le 5ème programme sur l'environnement et par l'aide maintenant offerte par l'UE et d'autres organisations internationales pour le nettoyage de la pollution en Europe centrale. **Central et l'Europe de l'Est**. Sixièmement, l'effondrement du rideau en fer et de l'hégémonie soviétique ont mené à la dissolution des économies planifiées qui procuraient une base stable à l'agriculture et à la sylviculture en Europe centrale et de l'Est. Ces pays n'ont plus de systèmes protégés ni de marchés assurés qui soutenaient leurs fermes collectives et d'Etat. L'effet a été une augmentation relativement importante des prix des denrées alimentaires en raison des réductions de subventions, une forte hausse du prix des intrants agricoles, l'exposition à la concurrence internationale, une augmentation des taux d'intérêt, un accès réduit au crédit pour les fermiers et une baisse consécutive énergétique de l'utilisation des engrais, des pesticides et des herbicides. La production agricole est tombée brusquement et les fermiers ont été obligés de rechercher les marchés, principalement en Europe de l'Ouest.

16. **Propriété foncière**. En outre, dans certains des pays d'Europe centrale, le processus de privatisation a inclus un remembrement des propriétés basé sur des configurations antérieures du sol qui a provoqué une dislocation des régimes agraires et forestiers. La fermeture de fermes collectives et d'Etat, la séparation des activités agricoles et non agricoles, la fragmentation des zones cultivées, ont affecté la productivité mais ont également ouvert de nouvelles potentialités. Actuellement, il reste une incertitude grave dans l'activité agricole de ces pays, en particulier par rapport aux droits de propriété et cette incertitude empêche tant les nationaux que les étrangers d'investir. Les problèmes structurels sont susceptibles de perdurer pendant quelques années. Le potentiel de productivité à long terme est très élevé, en particulier sur les terres les plus riches telles que la plaine fertile de Pannonian: mais l'accès de ces pays aux marchés d'exportation dépendra considérablement de l'équilibre entre leurs régimes et ceux de l'Union européenne et de la situation sur le marché mondial.

PRINCIPES POUR UNE NOUVELLE APPROCHE

24. Les changements radicaux décrits ci-dessus exigent - et donnent l'occasion - de poser un regard complètement neuf sur l'agriculture et la sylviculture en Europe. ECOVAST pense que cette approche vivifiante devrait se baser sur cinq principes clairs : durabilité, diversité, économie rurale, intégration, association et participation. **Durabilité**. Les politiques pour l'agriculture et la sylviculture doivent s'inspirer des principes de durabilité qui ont fait l'objet d'un accord au sommet de la Terre à Rio en 1992. L'application de ces principes à l'agriculture et à la sylviculture est présente dans les trois documents principaux de Rio : l'[Agenda 21](#), la [stratégie globale de biodiversité](#) et le [rapport sur les principes forestiers](#) ainsi que dans le cinquième programme d'action sur l'environnement de l'UE, [vers la durabilité](#). Des extraits de ces documents, en rapport avec l'agriculture et la sylviculture, figurent dans l'[annexe I](#) du présent document. Jaugée à l'aune des principes de Rio, une grande partie de l'agriculture européenne peut être estimée comme fort peu durable : du fait de l'utilisation massive de combustibles fossiles et d'intrants causes de pollution par écoulement; il y a impact défavorable sur le patrimoine culturel et sur la biodiversité le sol, l'eau et l'énergie sont dans beaucoup de zones malades et l'état social et économique de nombre de communautés agricoles est fragile ou en plus mauvais état. Dans des régions significatives, en particulier en Europe méridionale, une critique semblable s'applique aux régimes forestiers. **Diversité**. L'Europe possède une diversité géographique, climatique et naturelle étonnante - du niveau de la mer aux hautes montagnes, des îles aux vastes plaines continentales, du climat méditerranéen à l'Arctique, des plaines alluviales les plus riches au désert le plus stérile. Dans et à travers cette configuration naturelle, l'humanité s'est déplacée et s'est établie, a labouré la terre et a bâti des habitations, sur plusieurs milliers d'années. De cette interaction ont surgi des sociétés et des cultures locales, avec des modèles d'agriculture et de sylviculture, dont la diversité égale celle de la nature. Cette grande diversité de nature et de culture humaine enrichit la qualité de vie de tous les Européens et, dans chaque localité, constitue la base du bien-être continu des communautés locales. Nous estimons que toutes les politiques affectant des zones rurales doivent faciliter cette diversité que nous recherchons en effet à soutenir et enrichir. Ce principe doit s'appliquer aux politiques pour l'agriculture et la sylviculture. Ceci représente un défi important pour les personnes définissant les politiques nationales et européennes, à un moment où ces industries sont fortement influencées par les marchés mondiaux et le commerce pan européen. Dans le rapport annuel qui suit, nous montrons comment des politiques peuvent être adaptées pour refléter la diversité entre les pays, les régions et les localités dans l'ensemble de l'Europe **Économie rurale**. L'agriculture et la sylviculture ont traditionnellement constitué le circuit principal de l'économie des zones rurales dans l'ensemble de l'Europe. Le revenu et l'emploi ont été produits dans des zones rurales sur des fermes et dans les forêts et dans les industries qui les supportent ou qui utilisent leurs produits. L'industrialisation de l'agriculture en ce siècle a fortement diminué le niveau de cet emploi, par la réduction du nombre de fermes et par le déplacement de l'approvisionnement et des industries de transformation vers les villes. Mais l'agriculture et la sylviculture continuent à exercer un rôle essentiel dans l'économie. Nous estimons que ce rôle peut, et devrait, être renforcé, par les politiques présentées dans ce document. **Intégration**. Dans notre '[Stratégie pour l'Europe rurale](#)' nous appelons les gouvernements et tous les autres corps concernés par les affaires rurales à adopter une vision panoramique de la campagne : une vision qui englobe la population, l'économie et l'environnement. Une telle approche large et intégrée est essentielle lorsqu'on considère l'agriculture et la sylviculture parce que ces deux secteurs affectent la vie de dizaines de millions d'Européens, l'économie de vastes régions, des

paysages et des écosystèmes de toute l'Europe. Nos politiques reflètent cette approche étendue. **Association et participation.** Le bien-être des communautés rurales et de l'environnement rural est affecté, en bien ou en mal, par l'action de beaucoup d'organismes : gouvernementaux, commerciaux, privés et bénévoles aux niveaux européen, national et local. Des dommages graves à ce bien-être ont été provoqués, dans beaucoup de régions, par un manque de consensus (pas atteint ou pas recherché) entre nombre de ces agences au sujet des objectifs de la politique et des mesures à poursuivre, autant en agriculture ou en sylviculture que, de manière plus large, sur le développement rural.

25. La non consultation et la non participation des populations locales et de leurs représentants par quelques gouvernements est d'une gravité particulière. Les habitants au pays ont souvent une perception plus fine de ce qui est approprié et durable pour leur zone que les gouvernements. En plus, c'est leur futur qui se décide à l'occasion de chaque changement. Par conséquent, en considérant les moyens d'action, nous mettons au centre du problème les opinions et les souhaits, les ressources et les énergies des habitants de chaque localité. Le défi est de mettre en commun leurs vues et ressources à celles des gouvernements à tous les niveaux.

« Nous n'avons qu'un seul but : créer un environnement global pour nos fermiers, leurs familles et pour la population des régions rurales dans lequel tous peuvent vivre, travailler et obtenir un niveau de vie décent. Nous voulons des campagnes qui participent au et augmentent le développement social et économique partout où c'est possible en Europe. Sans une agriculture qui assume ses fonctions dans l'intérêt de la société globale, il n'y a pas de campagnes. »

"Est-ce que nous voulons que l'agriculture en Europe soit de plus en plus concentrée dans quelques centres avec tous les inconvénients que ceci entraîne? Problèmes de trafic, manque de logement, pollution et tension sociale dans ces centres, dépopulation et désertification dans des zones périphériques, est-ce cela que nous voulons?"

Non, naturellement pas. Avec la densité de population que nous avons en Europe, nous n'en avons simplement pas les moyens. C'est pourquoi nous avons besoin d'une politique de développement spatial pour la campagne, qui l'aidera à se servir de tous les avantages qu'elle a, l'améliorera et fournira les conditions préalables pour créer de nouveaux emplois et de nouvelles sources de revenu.

Une stratégie de développement de ce type doit dépasser l'agriculture et englober tous les secteurs dans la campagne : agriculture, sylviculture, industries artisanales, commerce, industrie, services publics et privés. Elle doit également être conçue en fonction chaque région. Il n'y a aucune réponse facile qui fonctionnera pour chacun. La diversité régionale de l'Europe est beaucoup trop grande pour qu'il en soit ainsi.

"Si nous, dans la Communauté, voulons que notre agriculture joue un rôle à part entière dans le développement positif généralement prévu du marché mondial, alors une amélioration progressive de notre compétitivité deviendra un défi décisif pour l'avenir. La compétitivité a beaucoup d'aspects, tels que la qualité du produit et la diversification de produit, la valeur ajoutée en raison du traitement, des services spécifiques basés sur le produit et le prix des produits »...

« Du fait de leur diversité, la plupart des régions rurales en Europe possèdent un atout commun pour l'avenir. Par ceci j'entends leurs ressources naturelles et le paysage cultivé qui dans beaucoup de cas s'est développé pendant des siècles. L'entretien et le soin de ce paysage, la protection de l'environnement naturel et de la gestion continue des ressources sont des tâches dont l'importance est de plus en plus évidente au public dans son ensemble. Ce n'est pas sans raison que le Traité de Maastricht fait de l'inclusion de la protection de l'environnement dans toutes les politiques de la Communauté une priorité et l'agriculture avec ses forts composants spatiaux est une zone clé dans ce contexte, en bien ou en mal.

Ce qui est plus évident c'est d'améliorer le rôle qui peut et devrait être joué par les fermiers par rapport à la protection de l'environnement, au soin et à l'entretien de nos zones cultivées et de nos ressources naturelles... Les premières mesures importantes dans cette direction ont déjà été prises. Mais nous sommes toujours au début d'un voyage difficile. L'objectif final doit être un plan d'ensemble unifié pour l'agriculture et la zone rurale et ce plan doit être clair et compréhensible par chacun."

Extraits du discours du Commissaire Franz Fischler, octobre 1995.

POLITIQUES PRATIQUES POUR L'AVENIR

Nous exprimons maintenant ces principes par un ensemble de politiques pratiques pour l'avenir en matière d'agriculture et de sylviculture en Europe. Nous présentons ceci en six sections:

- Le développement rural intégré comme contexte essentiel Agriculture durable Des fermes partout Qualité de la nourriture Une sylviculture durable et multi fonctionnelle
- Valeur ajoutée aux produits fermiers et forestiers.

Le développement rural intégré comme contexte essentiel

34. **Bien-être;** Dans beaucoup de parties de l'Europe, agriculture et sylviculture représentent la pierre angulaire de l'économie locale et les fermiers, les forestiers et leurs familles constituent une proportion élevée de la population locale. Il est clair que le bien-être futur de toutes les personnes dans de telles zones peut dépendre fortement de la prospérité des fermes et des forêts. Mais l'inverse est également vrai: les agriculteurs et les forestiers peuvent eux-mêmes devoir compter fortement sur le bien-être de la communauté autour d'eux. Les fermiers et les forestiers comptent sur des services communs : écoles, postes, banques, médecins, adduction d'eau, routes, au même titre que les autres. Ils peuvent dépendre d'autres entreprises, du type de celles qui fournissent des machines, des aliments pour bétail ou des services vétérinaires et de ceux qui achètent leur production, comme les industries laitières, les établissements vinicoles ou les scieries. Eux, ou leurs familles, peuvent être forcés de compléter leur revenu agricole ou forestier par des travaux dans d'autres secteurs économiques.
35. **Développement Rural Intégré.** Pour ces raisons, les politiques pour l'agriculture et la sylviculture doivent être placées dans le contexte plus large du développement rural intégré, basé sur la croissance harmonieuse des diverses activités économiques sans que l'une d'elles domine les autres. C'est d'une importance particulière dans les zones où l'économie agricole ou, de manière plus large, l'économie rurale, est fragile - comme dans ces grandes zones de l'Union européenne qui sont reprises sous les objectifs 1 ou 5b et dans une grande partie de l'Europe centrale. Dans de telles zones, le bien être de ceux qui sont impliqués dans l'agriculture et la sylviculture peut dépendre de la diversification de leur revenu dans le contexte de l'économie rurale; tandis que le bien-être de ceux qui sont extérieurs à ces deux secteurs peut être aidé par les ressources qui se situent dans les mains des fermiers et des forestiers .
36. **Diversification du revenu des fermiers ou des forestiers.** Sur les terres plus riches de l'Europe, ou sur de grandes fermes ou unités de sylviculture ailleurs, les personnes impliquées peuvent continuer à pouvoir vivre de l'agriculture et de la sylviculture, même sans activité d'ajout de valeur. Mais des millions de petits fermiers ou d'habitants des terres marginales ne peuvent pas réaliser ceci, ni ne peuvent escompter un soutien total de la part de l'Etat. D'aucuns sont susceptibles de quitter la terre. Mais beaucoup font des efforts pour diversifier leur revenu. Ils devraient y être encouragés. Certains agissent ainsi à la ferme ou dans les forêts, par exemple en produisant des récoltes ou du bétail de haute valeur spéciale; en ajoutant de la valeur à leurs produits fermiers ou forestiers; ou en recevant des vacanciers

à la ferme.

37. **Travail en dehors de la ferme.** D'autres doivent regarder en dehors de la ferme ou de la forêt pour trouver un revenu supplémentaire. Dans quelques zones, beaucoup de familles gagnent déjà à leur revenu en partie de l'agriculture ou de la sylviculture et en partie de la pêche, du travail dans les carrières, du travail saisonnier dans les usines ou du travail à temps partiel dans les magasins et autres services. De telles sources de revenu peuvent dépendre de la santé de l'économie locale et de la coopération entre les fermiers, les forestiers et d'autres. Par exemple, un fermier qui recherche la valeur ajoutée en produisant du fromage ou du foie gras peut dépendre d'un magasin ou d'un restaurant proche pour la vente de ces biens.

En Pologne, plus d'1 million de fermes ont une superficie inférieure à 4 hectares et bon nombre d'entre elles se composent de terrains fragmentés. Pendant la période communiste, les propriétaires de ces fermes ont retiré leur revenu principal du travail en usine et de toute autre activité urbaine, leur famille exploitant la ferme à titre de revenu accessoire. Maintenant que le chômage monte en Pologne, bon nombre d'entre eux sont sans emploi. Ils ne peuvent retirer un revenu suffisant de leur ferme, par conséquent, ils recherchent de nouvelles sources de revenu dans la campagne. La diversification de l'économie rurale est ainsi devenue une priorité urgente.

-
38. **Systèmes de soutien.** Dans les régions où les fermiers ne peuvent pas vivre uniquement de l'agriculture et/ou de la sylviculture, ils devraient être encouragés à diversifier leurs revenus dans des voies qui sont compatibles avec la continuation de leur activité fermière ou forestière. Les systèmes de soutien devraient être organisés de telle sorte qu'ils puissent offrir flexibilité dans l'emplacement de toutes les nouvelles entreprises (en sur ou à l'extérieur de la ferme) et encourager la coopération avec d'autres, dans ou en dehors des industries agricoles ou sylvicoles, le cas échéant.

Dans les vallées alpines de l'Autriche, de nombreux fermiers ont tiré profit des subventions en capital du gouvernement pour organiser l'accueil à la ferme des touristes. Ils retirent leur revenu de trois sources : bétail sur une échelle modeste ; bûcheronnage sur les terrains privés et communaux et tourisme à la ferme.

-
39. De même, des étrangers aux secteurs de l'agriculture et de la sylviculture qui souhaitent développer de nouvelles entreprises, peuvent dépendre de l'utilisation des ressources contrôlées par des fermiers et des forestiers, telles que les produits fermiers et forestiers ou de la terre elle-même. Par exemple, beaucoup de communautés rurales veulent retirer un revenu de l'activité touristique. Pour ce faire, elles devraient offrir des activités en plein air, telles que pêche, chasse, équitation, observation des oiseaux, qui dépendent de l'utilisation de la terre agricole ou forestière.
40. Par conséquent, nous préconisons fortement une approche qui introduit les politiques agricoles et forestières dans le contexte plus large du développement rural intégré, en particulier dans les zones où l'économie agricole et forestière, ou de la zone rurale plus large, est fragile. Des politiques pour l'agriculture et la sylviculture ne devraient pas être développées en dehors du contexte du développement rural. Réciproquement, les politiques et les programmes pour le développement rural devraient englober l'agriculture et la sylviculture. Les fermiers et les forestiers devraient pouvoir participer, à égalité avec d'autres intervenants au sein des communautés locales, à la formulation et à la mise en pratique des programmes de développement ruraux.

Une agriculture durable

"Un fermier devrait vivre comme s'il mourra demain : mais il devrait cultiver comme s'il vivra pour l'éternité " (proverbe d'East Anglia, Angleterre).

- Garde et fierté.** Les paysages ruraux que nous connaissons et aimons dans l'ensemble de l'Europe, avec leur richesse en faune et en éléments construits par l'homme ont été en grande partie créés par des fermiers. Ils ont défriché, vidé les marais, labouré la terre, introduit des herbivores, entretenu leurs récoltes, élevé des bâtiments et d'autres dispositifs. Tous cela afin de produire de la nourriture et gagner leur vie. Le soin et la fierté de beaucoup de générations des fermiers sont reflétés dans la qualité de l'environnement, en particulier dans les régions où ils pouvaient avec confiance compter sur leurs fils ou filles pour prendre la succession. Dans de tels endroits, les fermiers ont agi instinctivement comme des administrateurs de la terre, veillant à sa santé à long terme pour leurs enfants.
41. **Les sols endommagés.** Depuis la deuxième guerre mondiale, cependant, le changement de cap vers une production alimentaire intensifiée - décrit ci avant - a incité beaucoup de fermiers, en particulier sur les terres plus riches, à prendre des directions qui endommagent la terre. Des sols minces ou sablonneux ont été labourés, les exposant à l'érosion par le vent ou l'eau ; des sols spongieux, précédemment enrichis par des inondations saisonnières, ont été convertis en terre arable par drainage profond. Une myriade de dispositifs riches et subtils - étangs, arbres, bois, haies, vergers, granges, murs de pierres, cavités - ont été enlevés, de ce fait détruisant la qualité de l'endroit, la richesse de la faune et le patrimoine culturel. .
42. **Dépendance à l'égard des entrées externes.** En outre, comme les fermiers sont devenus plus spécialisés, ils ont moins pu continuer à fertiliser la terre avec leurs propres résidus ou engrais de récoltes et sont devenus beaucoup plus dépendants des entrées externes en engrais, en pesticides et en herbicides. Ces entrées ne sont jamais entièrement efficacement utilisées par les récoltes ou le bétail qui les reçoit et donc sont en partie détruites dans l'environnement et tendent à poser des problèmes de pollution ou de contamination. En plus, le remplacement des travailleurs par des machines a augmenté l'appel aux combustibles fossiles et d'autres entrées et a entraîné une diminution considérable de la main d'œuvre agricole. Ceci s'est produit dans des régions d'Europe de l'Ouest même dans les zones où beaucoup de fermiers s'attendaient à voir leurs enfants hériter de la terre. Des conséquences bien plus catastrophiques sont apparues dans les fermes collectives et d'État en Europe centrale et en Union soviétique où ni les gestionnaires, ni les ouvriers n'étaient motivés pour être de bons administrateurs de la terre.
43. **Souci concernant la durabilité.** Ces tendances permettent d'expliquer l'intérêt porté au concept de durabilité par les politiques agricoles actuelles. Ce concept se retrouve dans les rapports sur l'[Agenda 21](#), la [stratégie de biodiversité globale](#) et le document de l'UE intitulé [vers la durabilité](#). Ces documents sont cités dans l'[annexe I](#). Ils appellent à un changement de politique afin de rencontrer ces préoccupations.
44. **ECOVAST pense le temps venu d'un changement de politiques en direction de l'agriculture durable.** Par ceci nous voulons dire tout système de production de nourriture ou de fibres qui vise systématiquement à :
- utiliser les processus normaux, tels que les cycles nutritifs, et la rotation dans la production de ferme;
 - réduire les rejets ou les entrées externes qui présentent les plus grandes potentialités de contamination ou de pollution;
 - faire bon usage du potentiel biologique et génétique des espèces végétales et animales;
 - améliorer la concordance entre les cultures et l'élevage et la capacité inhérente du sol ;
 - contribuer pleinement au soutien ou à la recréation d'un riche patrimoine culturel et de la biodiversité dans les deux espèces sauvages et cultivées ;
 - et utiliser des systèmes naturels pour économiser les ressources du sol, de l'eau, de l'énergie et les ressources biologiques.

41. La mise en pratique de ces objectifs variera considérablement selon le système agricole des différentes parties de l'Europe. Cependant, nous pensons que les principes sont applicables à travers un large éventail allant des terres les plus intensément arables jusqu'aux terres marginales menacées d'abandon.
42. **Une alternative viable.** L'agriculture durable, ainsi définie, ne devrait pas être vue comme un retour à une certaine forme de technologie faible ou à un système archaïque. Elle englobe, sans y rester confinée, l'agriculture biologique; et est d'un point de vue économique et environnemental l'alternative viable à l'agriculture conventionnelle. Elle peut faire un usage prudent du matériel et de la technologie modernes, des semences certifiées, des systèmes de rotation complexes, des dernières innovations dans des régimes d'intrants réduits, des pesticides, des antibiotiques et des engrais. Elle exige l'utilisation intégrée des procédures de gestion de sol et d'eau, des aliments, du contrôle des parasites et des semblables. Au lieu des ressources externes, elle peut exiger également une plus grande utilisation d'information et de travail que l'on trouve dans l'agriculture conventionnelle.
43. **Résultats financiers.** Ensemble, l'agriculture organique et durable tendent à produire des rendements quelque peu inférieurs à l'agriculture conventionnelle. Mais les exemples pratiques dans plusieurs pays européens montrent que les coûts variables sont également sensiblement inférieurs et les marges brutes (revenu ou bénéfice) habituellement plus élevées que dans l'agriculture conventionnelle.
-

Une étude sur trois ans de 57 fermes organiques et 72 conventionnelles en Suisse a montré que les fermes organiques produisent 27% moins de nourriture par unité de terre, mais exigent seulement 22% des entrées en engrais ou pesticides, impliquent seulement 47% des coûts variables et produisent une marge brute de 83% (ou de 112% avec la prime organique sur le prix des denrées alimentaires) en comparaison avec les fermes conventionnelles. (Muehlebach et Naef, dans Lampkin N (Ed) 1942, papiers rassemblés sur l'agriculture biologique, université du Pays de Galles, Aberystwyth).

48. **Stimulus positif.** Nous estimons qu'une approche durable de l'agriculture exige un stimulus positif de la part des gouvernements de l'ensemble de l'Europe. Un tel stimulus peut comporter une combinaison de:
- Recherche et conseil sur des régimes agricoles durables;
 - Incitations financières en faveur d'une gestion améliorée de l'entité 'ferme';
 - Restrictions des pratiques potentiellement polluantes ;
 - D'autres mesures fiscales, financières, obligatoires et administratives et
 - Encouragement à l'action coopérative parmi des groupes de fermiers pour poursuivre des pratiques durables.
49. **Programmes environnementaux.** L'agriculture durable devrait inclure des mesures de protection et de valorisation du paysage, du patrimoine culturel et de la biodiversité des zones rurales. Les gouvernements devraient encourager une gestion positive de la terre afin de soutenir, enrichir et, le cas échéant, recréer les éléments du paysage et les habitats de faune caractéristiques de la zone. C'est l'objet de plusieurs des programmes d'agri-environnement qui attirent maintenant le cofinancement de l'UE au titre de mesures d'accompagnement à la réforme de la PAC. Nous accueillons très favorablement ces mesures d'accompagnement et pensons qu'elles devraient être envisagées comme une récompense appropriée des fermiers pour des services fournis dans l'intérêt général, plutôt que comme une forme de compensation pour de faibles revenus familiaux.
-

L'Etat de BadeW ürttemberg en Allemagne a lancé en 1992 le programme MEKA pour ' fournir une compensation pour le soulagement du marché et l'entretien des paysages traditionnels par des fermiers'. Le programme est destiné en particulier à des zones sensibles, par exemple des zones aquatiques protégées où l'on désire maintenir des paysages traditionnels

Dans ce programme, les fermiers se voient attribuer des points pour continuer ou adopter des pratiques agricoles spécifiques: chaque point vaut environ 20 DM par hectare par an. Par exemple, l'abandon d'un usage particulier autre que les moutons et la terre communale de pâturage vaut 8 points par hectare et la gestion traditionnelle de verger vaut 4 points. Des points pour différents éléments peuvent être additionnés s'ils s'appliquent à la même terre, pour un total de 550 DM l'hectare.

50. **Qualifications.** Une gestion de haute qualité de l'environnement dépend du développement de qualifications essentielles. Ceci peut être réalisé par l'éducation, par la promotion et la publicité moins formelles et par le patronage volontaire, par des services publics et des intérêts privés, des pratiques traditionnelles de gestion des bâtiments et du sol.
-

Le Devon Rural Skills Trust, dans le sud-ouest de l'Angleterre , a été créé en 1980 pour encourager l'intérêt public, et pour consolider des qualifications dans les métiers ruraux traditionnels. Ces métiers incluent la pose de haies, l'édification de murs en pierre, les taillis, la couverture et la fabrication d'obstacles. Le Trust organise des démonstrations et des journées de formation pour les amateurs; des cours spécialisés, un système d'apprentissage pour des professionnels, y compris des fermiers. Il tient un registre des artisans professionnels et permet à ces artisans de travailler ensemble en prenant les contrats significatifs, par exemple pour la réparation ou la reconstruction de plusieurs milles de mur de pierres sèches sur un domaine du gouvernement dans le parc de national de Dartmoor.

Agriculture partout

51. **Une configuration polarisée de l'agriculture.** Nous avons décrit ci avant le processus par lequel l'activité agricole s'est focalisée de plus en plus sur les terres les meilleures et les plus accessibles, tout en se retirant des terres plus pauvres et marginales, en particulier dans les pays méditerranéens
52. Nous pensons que cette bipolarisation de l'agriculture est préjudiciable aux deux extrémités du spectre. L'intensification agricole à l'extrémité " plus riche " a endommagé des structures de sol, a pollué des réseaux aquifères et a appauvri des habitats naturels et des dispositifs paysagers. A l'extrémité " plus faible ", l'abandon des fermes contribue à un effondrement de la structure des communautés rurales et à un abandon des paysages culturels et des habitats naturels modifiés créés par l'agriculture.
53. **Une nouvelle approche.** Le changement des politiques liées aux marchés alimentaires mondiaux et la croissance de l'intérêt du public et des politiciens envers l'environnement et le développement rural, appellent à envisager autrement la bipolarisation de l'agriculture. Nous pensons que l'orientation générale devrait être de soutenir l'activité agricole dans la majeure partie des régions rurales de l'Europe, excepté là où la terre est reboisée avec justesse ou dans des zones limitées de " désert ".
54. Cet objectif participe d'une politique d'agriculture durable, puisque ceci mènerait à la réduction de la production alimentaire (mais à viabilité continuée) sur les terres plus riches; et tendrait à favoriser les régimes de cultures mixtes qui se trouvent sur une grande partie des terres plus pauvres ou marginales. Mais des mesures spécifiques seront nécessaires pour soutenir l'agriculture à l'extrémité la plus faible du spectre. Celles-ci peuvent inclure des aides directes aux fermiers, telles que des primes au bétail pour les fermiers dans les régions les moins favorisées de l'UE et également des programmes du développement rural qui peuvent aider les familles de cultivateurs à

transformer leurs produits ou à diversifier leurs revenus.

Qualité de nourriture

55. La disette, pendant et après la deuxième guerre mondiale, a conduit à prendre la direction de l'augmentation de la production alimentaire. L'option politique portait sur des quantités élevées et des prix raisonnables. A la faveur de la régression de la pénurie et de la croissance du revenu moyen, on s'est inquiété de la qualité de la nourriture. L'action gouvernementale a traduit ce souci par des normes d'hygiène, les qualités nutritionnelles et naturelles des aliments tandis que les consommateurs demandaient des aliments de première qualité, surtout en Europe de l'Ouest.
56. **Changer de direction.** Avec l'ère des surplus alimentaires, pour volatile qu'elle puisse être au niveau mondial, la situation a changé. L'industrie agricole (prise dans son ensemble) ne peut plus longtemps augmenter son revenu en accroissant sa production. Les gouvernements souhaitent dissocier le soutien à l'activité agricole de la production de nourriture. Cette situation a permis un changement de direction profond et délibéré en faveur de la qualité alimentaire
57. **Structure de l'industrie.** Un tel découplage exige une approche nouvelle des structures agricoles, de la chaîne alimentaire et des réglementations en matière de qualité des aliments. En Europe de l'Ouest, les 40 dernières années ont vu la majeure partie de la production de nourriture concentrée dans un relativement petit nombre de grandes fermes, sur environ un quart des surfaces agraires (par exemple, on estime que 30% de tous les canards produits en Allemagne viennent d'une seule ferme du Brandenburg). Sur les trois quarts des terres, la production de nourriture est moins intensive et les niveaux de revenu sont plus bas.
58. Ce changement structurel dans l'agriculture se retrouve dans l'industrie de transformation, de plus en plus dominée par les sociétés multinationales. Elles détiennent, avec les chaînes de supermarchés et de vente au détail, un puissant levier sur le marché alimentaire en fixant des normes de qualité et de prix et en dictant très souvent ce que les plus grands fermiers cultiveront. Leur activité a permis d'obtenir des prix alimentaires bas et une qualité certaine mais elle a sérieusement touché de nombreux producteurs petits ou géographiquement marginaux ainsi que le marché de beaucoup de produits alimentaires non normalisés.
59. **Systèmes de soutien.** Jusqu'à maintenant, la tendance à la centralisation de l'industrie agro alimentaire a été encouragée par les systèmes de soutien gouvernemental tant dans le contexte occidental qu'en Europe de l'Est. En plus, le souci des gouvernements de la qualité et de l'hygiène des produits alimentaires a été en partie exprimée par les normes rigoureuses et inflexibles, qui - où elles furent imposées - ont handicapé beaucoup de petits producteurs ou transformateurs de nourriture. Ce n'est que tout récemment que l'Union européenne a formellement reconnu l'importance des produits régionaux, en approuvant (par exemple) le système français des « Appellations d'origine protégée » et des « Indications géographiques protégées »
60. **L'autre visage de l'agriculture européenne.** ECOVAST ne nie pas les avantages, ni ne défie la validité des grandes structures entrepreneuriales. Mais nous estimons profondément comme équivalents les avantages et la validité attachés à l'autre visage de l'agriculture européenne. Elle contient les millions de fermes plus petites ou géographiquement marginales, beaucoup de petites entreprises impliquées dans la transformation des produits alimentaires et le marketing et la riche diversité des récoltes, du bétail, de la nourriture et des produits alimentaires rencontrés à travers le large visage de l'Europe. Le but devrait être de permettre à cette 'seconde piste' de l'agriculture européenne et de l'alimentation de s'épanouir à côté de la structure des grandes entreprises dans une approche complémentaire et, le cas échéant, en synergie.
61. **Changement des systèmes de soutien.** Cette approche implique que la balance pèse, dans l'Union et les systèmes européens de soutien gouvernemental aux agriculteurs, en faveur de la qualité des aliments et d'un soutien aux petites entreprises. Les autorités publiques devraient reconnaître la valeur des petites et moyennes entreprises et de la diversité des récoltes, du bétail, de la nourriture et des produits alimentaires et devraient refléter ceci par une application flexible de tout système de soutien et de contrôle

L'agriculture italienne se compose de plus de 3 millions de fermes d'une surface agricole utile moyenne de 4,9 hectares (recensement agricole de 1991). 96% de ce total sont des fermes familiales. Cette situation dérive de la politique agricole de la nation qui a favorisé les entreprises familiales depuis l'entre deux guerres par des subventions pour l'achat de la terre, la réforme agraire, la protection des métayers, la sécurité sociale pour les familles agricoles, etc.

Depuis 1970, la politique agricole est du ressort des Conseils régionaux. Ils interviennent principalement en faveur des fermes familiales, des jeunes entrepreneurs et des coopératives, offrant des subventions à l'achat des tracteurs et de tout autre matériel, des crédits et des réductions d'impôts etc... Ces mesures, cependant, ne suffisent pas à maintenir un revenu viable pour de nombreuses familles de fermiers. Si des difficultés répandues et les problèmes sociaux graves doivent être évités, des moyens doivent être trouvés pour soutenir les revenus agricoles ou directement dans les économies locales

-
62. **Coopération.** Les différents petits producteurs peuvent ne pas savoir, seuls, mettre leurs produits sur le marché. Ils peuvent être aidés en cela par la formation de coopératives et de syndicats qui peuvent réaliser des niveaux de contrôle de qualité, de traitement, de marketing etc qui sont essentiels afin de concurrencer pertinemment de plus grands producteurs.

Le marché aux fruits à la criée de Borgloon dans le Limbourg belge joue un rôle crucial dans la vie de 2.500 fermiers. Ils sont membres de la coopérative qui possède et dirige ce centre de vente de pommes, de poires, de prunes, de cerises et de baies, avec un chiffre d'affaires annuel de 2,2 milliards de francs belges. Les ventes se tiennent six jours par semaine, dix mois et demi par an. Chaque soir, les fermiers apportent leur récolte saisonnière dont la qualité est immédiatement évaluée, selon des normes qui ont fait l'objet d'un accord à travers la totalité de la Belgique, pour la criée du matin suivant.

La salle des ventes est reliée à d'autres salles similaires en Belgique et chaque enchérisseur gagnant peut alors choisir de prendre jusqu'à la moitié de la quantité de la catégorie particulière de fruit de n'importe laquelle ou de plusieurs des salles de ventes. Ce système permet d'ouvrir le marché européen à n'importe quel producteur et d'étendre la saison de vente par la congélation des fruits avec un prix qui incite à la qualité.

-
63. **Qualité.** L'établissement de normes de qualité sur lesquelles les consommateurs peuvent s'appuyer est un élément important du marketing des produits d'une localité donnée ou d'une tradition. Ce principe est déjà largement et avec succès adopté dans l'industrie vinicole et permet, par exemple, aux viticulteurs d'Europe centrale de retirer un revenu significatif de leurs exportations. Il est étendu à nombre d'autres produits alimentaires.
 64. **Promotion.** La promotion, comprenant la formation et le conseil aux producteurs, l'amélioration et le contrôle de la qualité, le marketing et la publicité etc sont des moyens utilisés pour assurer la vente des produits. La promotion peut s'appuyer sur une zone particulière pour renforcer le sentiment d'identité et lier la qualité des alentours à la qualité des produits. Elle peut également être étroitement associée à la promotion par le tourisme.
-

Le parc régional de Maine-Normandie, en France, englobe une zone autour de Charenton qui a une longue tradition de production de pommes et de poires afin de fabriquer cidre, calvados, poiré et d'autres boissons. L'autorité régionale du parc a créé à Charenton la Maison de la pomme et de la poire, où les techniques de productions fruitières, de production du cidre sont exposées, les visiteurs peuvent goûter et acheter les produits et les producteurs peuvent obtenir des conseils techniques. Un itinéraire guide alors les visiteurs à travers la campagne, riche en vergers, jusqu'aux fermes où les produits peuvent être achetés.

Sylviculture durable et multifonctionnelle

65. **Un patrimoine varié**. Il y a dix mille ans, forêts et broussailles couvraient la plus grande partie de l'Europe. Depuis lors, la plupart des forêts ont été défrichées ou ont été aménagées pour répondre aux besoins humains. Cependant, les forêts couvrent encore environ 30% de la surface du continent européen. Elles sont très variées, reflétant les grandes zones climatiques, la forme de la terre et la composition du sol des différentes parties de l'Europe - depuis les forêts de conifères de l'Arctique et des zones sub-arctique jusqu'aux feuillus d'Europe centrale, les conifères des Alpes, les broussailles, le pin, les plantations d'oliviers et de chêne-liège de la Méditerranée
66. **Multifonctionnelle**. Historiquement, les forêts ont été utilisées par les peuples de l'Europe à de nombreuses fins. Elles ont fourni abri et refuge; bois de chauffage et énergie; bois de construction pour des bateaux, des bâtiments, des meubles, des outils et d'autres utilisations; nourriture pour les personnes et les animaux domestiques, sous forme de gibier, de noix, de fruits, de feuillages, de champignons, etc... Elles ont procuré beauté, récréation et plaisir pour les générations successives. Elles souvent ont été étroitement associées à l'agriculture. Elles sont rentrées dans le folklore et l'âme même des peuples européens.
67. **Tendances récentes**. Au cours des deux derniers siècles, un processus accéléré de déboisement ou bien d'éclaircissage et de replantation ainsi qu'une accentuation de la production de bois de construction ont été observés dans de nombreuses parties de l'Europe. La forêt a été utilisée comme réservoir de bois exploité par de grandes unités de production et de traitement comme des scieries, des unités de fabrication de pâte à papier et de carton. Il en résulte que dans certains pays de grandes zones forestières sont soumises à une monoculture d'une espèce souvent non indigène dont les arbres sont d'âge identique. Les parcelles boisées ne sont pas entretenues ou non éclaircies, on procède à des saignées sur de grandes zones à l'aide de machines lourdes, ensuite de quoi le terrain est profondément labouré et reconverti en plantation d'arbres par grands blocs.
68. **Avantages joints**. Par ce procédé, les forêts plantées sont complètement différentes de celles qui couvraient la plupart du continent européen et qui ont rapporté les divers avantages déjà décrits. De nombreuses forêts actuelles sont dénuées d'intérêt d'un point de vue scénique et pauvres en habitats naturels. Elles produisent des sols de plus en plus faibles, qui sont encore plus endommagés par les machines lourdes. Elles ne produisent du bois de construction valable que tout les 50 ans ou plus; et le régime d'abattage est tel qu'il ne laisse aucune valeur ajoutée dans la localité, puisque les arbres sont emportés pour être traités ailleurs.
69. **Problèmes principaux**. Trois autres problèmes principaux touchent les forêts européennes : négligence, incendies et pluies acides. La négligence existe principalement dans la gestion des bois les plus petits sur les terres pauvres ou accidentées du nord de l'Europe et dans les maquis du sud. Les incendies présentent une menace sérieuse sur le pourtour méditerranéen, en particulier en Espagne et en France méridionale. Ils trouvent souvent leur origine, de manière accidentelle ou délibérée, dans les garrigues et s'étendent alors aux régions boisées, menaçant les villes et les zones touristiques. Les pluies acides débutent avec la combustion des combustibles fossiles des véhicules routiers, des centrales électriques, des usines et des maisons dans l'ensemble de l'Europe. Elles ont un sérieux impact sur la faune et les constructions et représentent une cause principale de dommages et de mort des forêts, en particulier dans ces parties du nord de l'Europe : la Scandinavie, l'Allemagne et les pays baltiques - qui se situent dans la ligne des vents dominants à travers le continent.
70. **Durabilité**. En bref, plusieurs forêts d'Europe sont gérées ou négligées d'une manière qui n'est pas durable. L'approche monofonctionnelle qui voit les forêts seulement comme une source de bois de construction ou de pâte en est une des causes importantes car les forêts, qui ne sont pas, de ce point de vue, productives, sont négligées. Un changement radical est nécessaire. L'accent novateur doit porter sur une sylviculture durable et multifonctionnelle, comme le [rapport sur les principes forestiers](#) qui ont fait l'objet d'un accord à Rio le préconise (cf. [annexe 1](#))
71. **Pionniers**. Les forestiers étaient, en effet, parmi les premiers représentants de la durabilité. Au début des années 1900, Gifford Pinchot aux Etats-Unis, le Dr. Alfred Moeller en l'Allemagne, Wilfred Hiley en Angleterre et d'autres ont développé des idées et des pratiques de sylviculture durable. Ils ont tourné le dos au concept de grandes plantations d'arbres d'âge identique et d'abattage massif pour s'orienter vers une sylviculture étagée, d'écran continu et de phases d'abattage. Une telle conception n'a pas recueilli une grande adhésion mais elle offre maintenant une clé pour résoudre les problèmes se posant à des forêts non seulement en Europe mais également à travers le monde, par exemple les dommages épouvantables provoqués aux écosystèmes et au climat du monde par l'abattage massif des forêts tropicales.
72. **Des fermiers forestiers**. Une approche nouvelle de la politique forestière en Europe doit également envisager le potentiel que les terres inutilisées par l'agriculture représentent pour la sylviculture et pour procurer de nouvelles sources de revenu aux fermiers. L'atelier de l'OCDE sur « La sylviculture, l'agriculture et l'environnement » qui s'est tenu à Madrid en octobre 1994, s'était concentré sur ce thème principal et a procédé à un examen intensif du potentiel pour des fermes sylvicoles, qui a été défini comme étant :
65. "l'orientation ou l'utilisation des ressources agraires (particulièrement la terre et le travail) vers des activités de sylviculture. Ceci inclurait la participation des fermiers à des activités de plantation d'arbres dans la gestion des bois existants sur la ferme pour diversifier leurs activités, pour améliorer l'aspect de l'environnement et perfectionner la valeur sportive de la ferme. Il pourrait également inclure des activités de sylviculture réalisées sur les champs mais ne pas comporter de travail de ferme directement (par exemple, la plantation d'arbres à la ferme réalisée par des entreprises privées ou publiques à la demande des fermiers)". (G Bonnis, 'Overview and Main Policy Issues' paper to the EOCD Workshop)
66. **Forêts méditerranéennes**. La nouvelle approche de la sylviculture durable et multifonctionnelle en Europe devrait contenir un ambitieux programme de réimplantation d'espèces sur les terres appropriées dans les pays méditerranéens, afin de recréer les grandes forêts de pin et de chêne des périodes classiques et de stopper l'érosion. L'échelle de grandeur du défi est donnée par le programme national de sylviculture en Espagne.

La stratégie nationale pour la conservation globale de la nature en Espagne comporte les trois objectifs de base : ralentir la dégradation environnementale par des processus naturels, maintenir la biodiversité par la protection et l'emploi durable des différentes espèces, inverser les effets de la dégradation environnementale provoqués par activité humaine. Les 'activités officielles comprennent un plan quinquennal d'investissement pour combattre la désertification. Dans le cadre de ce plan, 450.000 hectares de terre érodée doivent être reboisés, la couverture en plantations doit être restaurée sur 400.000 hectares et des mesures de protection contre les incendies de forêt prises sur 250.000 hectares. Ceci complète un programme commencé en 1993, en tant que mesure d'accompagnement de la politique agricole commune, visant à soutenir le revenu des fermiers qui choisissent de planter des arbres sur leurs champs marginaux. Quinze mille fermiers sont rentrés dans le programme jusqu'ici et la zone couverte est d'environ 330.000 hectares. Au cours des cinq ans du programme, on s'attend à ce que 800.000 hectares soient reboisés.

74. **De nouvelles forêts ailleurs.** La nouvelle approche devrait inclure l'extension des zones boisées dans quelques autres pays tels que l'Irlande et le Royaume-Uni, qui ont une faible couverture en arbres. Les nouvelles forêts dans de tels pays peuvent être situées au mieux sur les terres qui ont été dépeuplées par l'industrie ou l'extraction de minerai, ou qui conviendraient mieux (pour raisons topographiques ou autres) à la sylviculture qu'à l'agriculture, ou par la proximité des villes qui rendrait l'aménagement du paysage et des facilités récréationnelles nécessaires.
-

Un programme financé par le gouvernement permet de créer actuellement 12 forêts communautaires en Angleterre. Ces forêts, de 250 kilomètres carrés en moyenne, sont destinées à transformer le paysage des zones proches des villes qui sont mises à nu par l'extraction de minerai ou des champs à l'abandon. Environ 30% de chaque zone forestière sera plantée avec des arbres, avec une mosaïque environnante de fermes et de terres ouvertes. Les nouveaux paysages seront riches en occasions de détente.

75. **Gestion des zones boisées.** Dans quelques pays une nouvelle ère de gestion et de perfectionnement des forêts endommagées ou des bois abandonnés est nécessaire, afin de retirer des avantages qui ne sont pas actuellement obtenus, dont de nouvelles sources de revenu pour les fermiers et d'autres qui possèdent ces bois.
-

Coed Cymru au Pays de Galles est une organisation à but non lucratif, fondée en 1975 et financée par des organismes gouvernementaux, des autorités locales et d'autres, qui propose des conseils gratuits aux fermiers et aux propriétaires fonciers de l'ensemble du Pays de Galles sur la gestion de leurs bois et sur l'usage du bois et des produits forestiers. Ceci est réalisé par un réseau des responsables de zone boisée basés dans chaque comté ou parc national. Le but est de rétablir une gestion traditionnelle des régions boisées et l'emploi du bois au Pays de Galles.

76. **Sylviculture.** Tant dans les nouvelles plantations que dans la gestion des régions boisées existantes, nous préconisons une approche durable de la sylviculture. Par ceci nous voulons dire une sylviculture basée sur le mélange des espèces d'arbres, des forêts d'âges variés; l'extraction de bois sur un cycle régulier pour éclaircir ou abattre seulement les arbres à maturité, pas d'abattage sur de grandes zones; un degré élevé de régénération naturelle plutôt que des plantations nouvelles et des méthodes de travail et d'extraction du bois qui endommagent le moins le sol et la forêt vivante. Il devrait y avoir un souci élevé pour la biodiversité, avec des forêts adaptées à la topographie locale, aux sols, au climat et à l'espèce indigène d'arbre et une gestion qui favorise une riche vie sauvage.

Valeur ajoutée aux produits fermiers et forestiers

77. **Origines.** Historiquement, les produits fermiers et forestiers locaux ont été des facteurs cruciaux dans l'existence même et le mode de vie des habitats humains. Les gens se sont établis dans une zone parce qu'elle offrait des sources de nourriture, de bois de construction et de chauffage. Ils ont cultivé et ont transformé leur propre nourriture ou d'autres à côté l'ont fait pour eux. Ils ont utilisé le bois pour construire leurs maisons, des meubles, des outils, des chariots et des voitures et comme bois de chauffage. Ainsi la plupart des produits fermiers et forestiers d'une zone ont été utilisés à une courte distance de leur origine et le bénéfice de la valeur ajoutée est allé à l'économie locale.
78. **Affaiblissement.** Au cours des siècles récents, nombre de facteurs ont affaibli ce processus d'utilisation et d'ajout de valeur au niveau local. Ces facteurs comprennent la politique des gouvernements qui a favorisé le déplacement de la transformation des aliments et du bois de la périphérie vers les centres, l'amélioration des transports qui permettaient de tels mouvements, la centralisation des échanges et la croissance de grands centres de traitement, l'élargissement des marchés et l'arrivée de nouveaux produits concurrentiels, dont les matières synthétiques pour le bois de construction
79. **Perte de diversité.** Nous ne décrivons pas les avantages que ces facteurs ont apportés, en particulier au consommateur urbain. Mais nous sommes fermement d'avis que le prix payé a été trop élevé par la perte de diversité et de qualité des produits qui peuvent provenir du traitement local de la nourriture et du bois et par la perte de la valeur ajoutée dont une économie locale forte peut dépendre. Par exemple, dans les forêts de Slovaquie orientale, de grands arbres sont emportés par camion, sous forme de troncs, à des centaines de km jusqu'à une scierie en Allemagne. Il en résulte un coût important en combustibles fossiles et en pollution par les transports routiers et aucun apport de valeur aux communautés où les arbres croissent. Pourtant ce sont ces mêmes communautés dont tous les bâtiments étaient en bois. De nos jours, les maisons sont construites avec des blocs en béton importés à des km de distance et ont perdu beaucoup de leur caractère local.
80. **Bénéfices de la valeur ajoutée.** La valeur ajoutée peut bénéficier directement au producteur. Ceci peut être réalisé par des ventes directes au consommateur, par exemple par la vente à la ferme ou par enlèvement des marchandises par le consommateur qui permettent d'appliquer le prix au détail plutôt que le prix de gros, par le traitement sur le site de production des récoltes ou du bois, par exemple sous forme de fromages, de vins, de viande, de bois de chauffage ou de produits en bois, par la restauration sur place des visiteurs, par l'adhésion à une coopérative ou à un groupe qui fédèrent de telles activités, ou par la possession ou la prise de participations dans une entreprise de traitement. La valeur ajoutée peut également s'étendre au sein de la communauté et ainsi aider à renforcer l'économie locale et apporter des avantages indirects au fermier ou à l'entreprise forestière.
81. **Prise de l'initiative.** Les organismes publics et privés devraient ou bien prendre, ou bien encourager l'action pour que la valeur ajoutée aux produits fermiers et forestiers revienne dans leur zone d'origine. Dans beaucoup de cas, l'initiative peut être mieux prise par les entreprises agricoles et sylvicoles elles-mêmes.
-

La ferme coopérative de Chonkovce, en Slovaquie orientale, a vu son revenu fortement baisser ces dernières années en raison des changements politiques dans ce pays. Les coopérateurs ont été contraints de rechercher de nouvelles sources de revenu. Ils ont décidé de construire un établissement viticole afin d'apporter de la valeur ajoutée à leurs propres raisins qui, précédemment, étaient vendus à une entreprise viticole éloignée.

82. **Bâtir sur la tradition.** Dans beaucoup de régions, ajouter de la valeur aux produits fermiers et forestiers est une tradition bien établie. L'économie moderne de ces zones peut s'appuyer sur ces traditions. La diversité culturelle, qui est un des fleurons de l'Europe rurale, s'en trouverait renforcée.
-

La Suède, une terre de forêts, a une tradition séculaire de construction en bois et de protection des bâtiments en bois au moyen de conservateurs, notamment la célèbre peinture rouge de Falun. En Suède aujourd'hui, il est commun de voir de petites scieries produire des poteaux ronds, des planches sciées à partir desquels sont alors construits des logements modernes selon la vieille tradition des cabanes en rondins. La peinture rouge de Falun, sous-produit de la mine de cuivre millénaire de Stora Kopparberg, est toujours fabriquée et employée pour protéger les bâtiments, ajoutant une touche de couleur caractéristique au paysage suédois.

83. **Innovation** En revanche, de nouveaux processus et marchés peuvent être développés afin d'ajouter de la valeur aux produits fermiers et forestiers. Les terres agricoles et forestières qui s'ouvrent au soleil et au processus de photosynthèse, sont une grande source de matières premières renouvelables et souples. Au fur et à mesure que la science se développe, elle s'arme pour trouver de nouvelles utilisations pour ces matières premières et apporte ainsi la valeur ajoutée.
84. **Investissement.** L'investissement, par les organismes privés ou publics, dans de nouveaux biens d'équipements peut être nécessaire afin d'obtenir un ajout de valeur aux produits fermiers et forestiers.

43% des terres en Lettonie sont reboisées. Deux tiers de la forêt appartient à l'Etat, un tiers aux fermes collectives. Depuis la guerre, très peu d'utilisation a été faite des produits forestiers, parce que beaucoup d'arbres étaient de faible qualité et qu'il y avait peu d'installations de transformation en Lettonie : les grandes usines étaient ailleurs en Union soviétique. Avec l'aide d'experts et l'aide financière de la Suède, les Lettons établissent un réseau de petites scieries et d'usines de copeaux, afin de retirer de la valeur ajoutée de leurs forêts

QUI DEVAIT PRENDRE LA RESPONSABILITÉ?

85. Les principes et les politiques dont les grandes lignes sont tracées ci-dessus constituent un défi important pour tous les intéressés, notamment les fermiers, forestiers, communautés rurales, autorités locales, organismes privés et bénévoles, gouvernements régionaux et nationaux et l'Union européenne.
86. **Fermiers et forestiers** possèdent ou contrôlent la terre et eux connaissent ses capacités ; leur vie est au centre de cette histoire, leur voix devrait être la plus forte lors de l'établissement de la carte du futur. Ils devraient être assurés, individuellement et collectivement, en recherchant à influencer des politiques pour l'agriculture, la sylviculture et le développement rural. Ils devraient employer leurs ressources de manière créative pour renforcer et diversifier leurs propres revenus et l'économie locale. Ils devraient cultiver et gérer des régions boisées dans une voie durable, agissant en tant que gestionnaires de l'environnement. Ils devraient être ouverts à la coopération avec d'autres fermiers et forestiers et avec les autres dans leurs communautés locales, où ceci bénéficiera à la population ou à la terre.
87. **Les communautés rurales** devraient retirer de la fierté des traditions et des ressources modernes des fermes et des forêts dans leur contrée. Elles devraient identifier la contribution centrale que l'affermage et la sylviculture, et en particulier des entreprises familiales dans ces domaines, apportent à la culture rurale. Elles devraient soutenir les efforts des fermiers et des forestiers pour gérer dans une voie durable, pour diversifier leurs revenus et pour ajouter de la valeur à leurs produits. Elles devraient renforcer les liens entre l'agriculture, la sylviculture et les autres secteurs de la vie locale.
88. **Les autorités locales** devraient clairement introduire l'agriculture et la sylviculture dans le cadre de leurs politiques et actions dans tous les secteurs appropriés. Elles devraient envisager les ressources et les qualifications des fermiers et des forestiers comme des atouts majeurs dans les programmes de développement rural durable et de gestion environnementale.
89. **Des organismes privés et bénévoles** peuvent être mieux placés pour prendre la tête des efforts en vue d'ajouter de la valeur aux produits fermiers et forestiers, pour favoriser ces produits, pour diversifier des économies locales, pour mettre en valeur des qualifications et pour promouvoir des approches durables de l'agriculture et de la sylviculture.
90. **Les gouvernements régionaux et nationaux** ont un rôle crucial d'adaptation progressive des politiques dans les voies qui encouragent une approche durable de l'agriculture et de la sylviculture. Ils devraient introduire ces secteurs fermement dans le contexte des politiques pour le développement rural intégré. Ils devraient s'assurer que cette approche intégrée est entièrement ouverte à l'influence et la participation de ceux qui sont impliqués dans l'agriculture et la sylviculture.
91. **L'union européenne** devrait réviser sa politique agricole commune, pour la transformer en une politique rurale européenne. Elle devrait avoir un fort accent sur la durabilité, la diversité régionale, le développement rural, la diversification des revenus agricoles et le soin de l'environnement. Les fonds destinés à l'agriculture devraient commuter progressivement du soutien des produits aux prestations environnementales et sociales et en même temps assurer la continuité des approvisionnements alimentaires. De tels apports financiers devraient refléter le caractère fortement diversifié de l'agriculture dans l'ensemble de l'Europe. Des relations de plus en plus étroites devraient être établies entre les politiques agricole et forestière et les politiques et les programmes de l'UE en faveur du développement régional et rural.
92. L'assistance apportée par l'UE aux pays d'**Europe centrale et de l'Est** par PHARE et d'autres programmes devrait refléter des principes semblables. Mais elle devrait être ajustée pour aider l'agriculture de ces pays à passer une phase de transition très délicate et faire face à la diversité élevée de structures héritées d'avant 1989. Les systèmes agraires dans ces pays ont besoin de temps pour réaliser des ajustements structurels et ne devraient certainement pas être précipités dans un changement radical. L'ouverture des marchés des produits alimentaires et forestiers aura une importance très élevée pour eux. Le soutien bien calibré aux régimes agraires doit s'accompagner d'efforts pour renforcer d'autres secteurs de leurs économies rurales.
93. **ECOVAST** entend diffuser des idées pratiques à travers son large réseau afin d'aider l'évolution vers une approche véritablement durable de l'agriculture et de la sylviculture en Europe.

Annexe I: Principes de durabilité

Les principes suivants de durabilité, concernant l'agriculture et la sylviculture, sont extraits de trois documents qui ont fait l'objet d'un accord au sommet de la Terre à Rio en 1992 : « L'Agenda 21 : la Stratégie Globale de Biodiversité », le rapport sur les principes forestiers et le cinquième programme d'action de l'UE sur l'environnement : « Vers la durabilité ».

Dans l'Agenda 21, il est déclaré que :

"Des adaptations majeures sont nécessaires dans la politique agricole, environnementale et macro-économique, aux niveaux nationaux et internationaux, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, pour créer les conditions d'une agriculture durable et du développement rural (ADDR). L'objectif principal de l'ADDR est d'augmenter la production alimentaire dans une voie durable et de mettre en valeur la sécurité alimentaire.

"L'absence d'un cadre national cohérent de politiques pour l'ADDR est répandue et n'est pas limitée aux pays en voie de développement. En particulier les anciennes économies planifiées ont besoin d'un tel cadre pendant la phase de transition vers l'économie de marché

"Les politiques, les méthodes et les mécanismes adoptés pour soutenir et développer les multiples rôles écologique, économique, social, culturel des arbres, des forêts et des terres boisées manifestent des faiblesses importantes. Nombre de pays développés sont confrontés aux conséquences sur leurs forêts de la pollution atmosphérique et des dommages dus au feu. Des mesures et des approches plus pertinentes sont souvent exigées au niveau national... pour assurer une approche rationnelle et holistique du développement durable et sain, du point de vue environnemental, des forêts."

La Stratégie Globale de Biodiversité demande que soient prises au niveau national des actions en vue de :

- « Abandonner les politiques forestières qui encouragent la dégradation des ressources et la conversion des écosystèmes forestiers en d'autres utilisations de moindre valeur,
- Cesser les politiques agricoles qui favorisent l'uniformité excessive des récoltes et des variétés de plants ou qui encouragent le sur-emploi des engrais chimiques et des pesticides,
- Incorporer les pratiques de protection de la biodiversité dans la gestion de toutes les forêts,
- Favoriser les pratiques agricoles qui conservent la biodiversité. »

Le *Rapport sur les principes forestiers* a comme objectif fondamental :

« De contribuer à la gestion, à l'économie et au développement durable des forêts et de veiller à leurs fonctions et usages multiples et complémentaires »

Il préconise que :

« Les ressources forestières et les terrains boisés devraient être gérés de manière durable afin de rencontrer les besoins humains, sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations présentes et futures. Elles ont besoin des produits et des services forestiers, tels que le bois et les produits en bois, l'eau, la nourriture, le fourrage, la médecine, le carburant, l'abri, l'emploi, la récréation, des habitats pour la faune, la diversité du paysage, les trous de carbone et les réservoirs, et d'autres produits forestiers. Des mesures appropriées devraient être prises pour protéger des forêts des effets nocifs de la pollution, y compris la pollution amenée par les vents, des incendies, des parasites et des maladies afin de maintenir leur pleine valeur multiple. »

Le cinquième programme d'action sur l'environnement de l'UE, « **Vers la durabilité** », se concentre sur cinq secteurs principaux, parmi lesquels l'agriculture, la sylviculture et la pêche en constituent un (les autres étant l'énergie, l'industrie, le transport et le tourisme). Le rapport souligne les impacts défavorables de quelques pratiques dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, comprenant des résidus dans l'eau, la nourriture et le sol; réduction de la flore, de la faune et des biotopes; pollution de l'air et de l'eau; épuisement des couches aquifères; disparition, dégradation ou salinisation du sol et modifications du paysage. Le programme énonce des objectifs pour aborder ces problèmes et détermine des cibles pour:

- Maintenir ou réduire les niveaux de nitrate dans les eaux souterraines;
- Réduire de manière significative l'utilisation des pesticides par unité de terre productive;
- Inscrire 15% des zones agricoles dans le cadre des contrats de gestion agriculture-environnement;
- Augmenter les plantations forestières, également sur les terres agricoles et
- Une meilleure protection des forêts contre la pollution et les feux de forêt